



Bourse Uemoa

89ème session ordinaire du Conseil d'administration de la BIDC • (Page 03)

Fintech

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

160 millions USD d'accords de prêts approuvés

Magalie Gauze-Sanga et l'expansion de Koree en Afrique

Lors d'un entretien avec Magalie Gauze-Sanga, fondatrice de Koree et lauréate du Ecobank Fintech Challenge ... • (Page 02)

Recensement de l'agriculture
Recrutement de contrôleurs TIC et d'agents recenseurs

Au Togo, dans le cadre du cinquième recensement national de l'agriculture, le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural ... • (Page 10)

Café & cacao

Le CCFCC initie une série d'activités à Lomé

Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) organise une série d'événements à Lomé du 1er au 3 octobre 2024 pour ... • (Pages 04)

France

«Paris Match» d'un milliardaire à l'autre

Le célèbre magazine passe officiellement aujourd'hui en main de Bernard Arnault. Le poids des mots, le choc des photos ... • (Page 08)

Gestion des stocks de proximité

La CEDEAO renforce les compétences des acteurs

Dans le cadre du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire, la CEDEAO, en collaboration avec Inades-Formation, a organisé un ... • (Page 06)



Notation financière

• (Page 05)

Moody's améliore la perspective du Togo de « Négative » à « Stable »

Filière soja

Des transformatrices soja renforcent leurs connaissances à Kara

Quarante femmes transformatrices membres de l'association togolaise des transformateurs de soja (ATTS) prennent part du 30 septembre au 2 octobre ... • (Page 11)



A L'ARRIÈRE DE LA BOX



SMS CANALBOX-TG

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

Fintech

Magalie Gauze-Sanga et l'expansion de Koree en Afrique

Lors d'un entretien avec Magalie Gauze-Sanga, fondatrice de Koree et lauréate du Ecobank Fintech Challenge 2023, elle a partagé avec nous son parcours inspirant.

• Hélène Martelot

Koree, une application qui permet aux consommateurs africains de récupérer leur monnaie et de gagner de l'argent à chaque achat dans des commerces partenaires, connaît une croissance fulgurante depuis sa victoire. Magalie revient sur l'impact de cette victoire sur son entreprise, les défis rencontrés, et son expansion imminente en Côte d'Ivoire.

Un investissement centré sur les talents humains

Magalie Gauze-Sanga a investi les 50 000 dollars remportés dans l'expansion de son équipe. Elle a recruté des développeurs, marketeurs et monteurs vidéo, permettant à Koree de connaître une croissance significative. "Les résultats ont été probants avec une augmentation du nombre d'utilisateurs, de marchands, et de collaborateurs," explique-t-elle, soulignant que cette stratégie a aussi permis à l'application de se préparer à son lancement en Côte d'Ivoire.

Des défis liés à la notoriété

La victoire a aussi apporté son lot de défis. Avec une plus grande exposition, Magalie a dû gérer une forte



demande d'attention tout en restant concentrée sur ses objectifs. « Il fallait prouver rapidement que nous méritions ce prix avec des résultats concrets », se souvient-elle. Malgré ces pressions, l'impact positif sur la communauté est palpable. En un an, Koree a reversé 10 millions de francs CFA à ses utilisateurs à travers des systèmes de cashback, leur permettant de bénéficier de divers biens et services. Magalie encourage les jeunes entrepreneurs à persévérer, même face aux refus. « Il ne faut pas penser qu'on est trop petit pour gagner. Il faut persister, participer à des concours, et ne jamais abandonner après un "non" ».

Un prix qui change la donne

Au-delà du financement, Magalie souligne que la victoire à l'Ecobank Fintech Challenge a apporté de la crédibilité et de la visibilité à Koree. « Cela a ouvert des portes vers de nouveaux

partenariats et attiré des investisseurs intéressés par notre projet », a-t-elle souligné. De plus, elle ajoute que l'accès à des experts de haut niveau a permis à l'entreprise de renforcer son modèle et d'accélérer sa croissance. L'expérience de Magalie Gauze-Sanga montre que la persévérance et la résilience sont les clés du succès. Son entreprise, Koree, est un exemple concret de l'impact positif que peut avoir une fintech en Afrique, tant pour les consommateurs que pour les entrepreneurs. Grâce à sa détermination, Magalie a su transformer un prix en opportunité de croissance et d'innovation pour l'ensemble de la région.



AUX DECIDEURS ...

Alléger le fardeau de la dette de l'Afrique

Les statistiques sont éloquentes : 54 gouvernements, dont 25 africains, consacrent au moins 10 % de leurs revenus au service de leur dette ; 48 pays, comptant 3,3 milliards d'habitants, dépensent plus pour le service de la dette que pour la santé ou l'éducation.

Parmi eux, 23 pays africains dépensent plus pour le service de la dette que pour la santé ou l'éducation.

Pendant que la communauté internationale reste les bras croisés, ces pays continuent de rembourser leurs dettes et de ne pas respecter leurs objectifs de développement. L'approche actuelle du Groupe des 20 pour faire face aux dettes des pays à faible revenu est le Cadre commun.

Le débiteur doit d'abord discuter de ses problèmes avec le Fonds monétaire international (FMI) et obtenir son évaluation du montant de l'allègement de la dette dont il a besoin. Il doit ensuite négocier avec ses créanciers officiels – organisations internationales, gouvernements et agences gouvernementales – le montant de l'allègement de la dette qu'ils sont prêts à lui accorder. Ce n'est qu'à ce moment-là que le débiteur peut parvenir à un accord – dans des conditions comparables à celles des créanciers officiels – avec ses créanciers commerciaux.

La nécessité d'une nouvelle approche est évidente. Bien que la crise actuelle ne soit pas encore devenue la menace « systémique » qu'elle était dans les années 1980, lorsque plusieurs pays ont fait défaut sur leur dette, il s'agit d'une crise de la dette souveraine « silencieuse ».

Danny Bradlow, Professeur/chercheur principal, Centre pour l'avancement des études, Université de Pretoria ; Kevin P. Gallagher, Professeur de politique de développement mondial et directeur du Global Development Policy Center, Université de Boston et Marina Zucker-Marques, Chercheur universitaire principal, Centre de politique de développement mondial de l'Université de Boston, proposent une approche en deux volets qui permettrait d'améliorer la situation des débiteurs souverains et de leurs créanciers. Cette proposition s'appuie sur les enseignements que nous avons tirés de nos travaux sur les aspects juridiques et économiques de la dette des pays en développement, en particulier de la dette africaine.

Premièrement, ils suggèrent que les créanciers officiels et le FMI créent un acheteur stratégique de « dernier recours » qui pourrait acheter les obligations des pays en difficulté financière et les refinancer à de meilleures conditions.

Deuxièmement, ils recommandent que toutes les parties impliquées dans les restructurations de la dette souveraine adoptent un ensemble de principes qu'elles peuvent utiliser pour guider le débiteur et ses créanciers dans la conclusion d'un accord optimal et le suivi de sa mise en œuvre.

L'approche actuelle ne permet pas de répondre efficacement et équitablement aux préoccupations des créanciers et à toutes les obligations et responsabilités légales du débiteur. La solution que nous proposons offrirait aux débiteurs un allègement de la dette qui ne compromettrait pas leur capacité à s'acquitter de leurs autres obligations et responsabilités légales, tout en tenant compte de la préférence des créanciers privés pour les paiements en espèces.

Le FMI est bien placé pour jouer ce rôle. Il a pour mandat de soutenir les pays en période de crise financière. Il dispose également des ressources nécessaires pour financer un tel mécanisme. Il peut utiliser une combinaison de ses propres ressources, notamment ses réserves d'or, et des financements de donateurs, comme une partie des 100 milliards de dollars US en droits de tirage spéciaux (DTS), la monnaie de réserve du FMI, que les économies riches se sont engagées à réaffecter à des fins de développement.

Il convient de noter que les 47 pays à faible revenu identifiés comme ayant besoin d'un allègement de la dette n'ont que 60 milliards de dollars de dettes impayées envers leurs créanciers obligataires. Notre proposition de faire appel à un acheteur en dernier ressort contribuerait à réduire le fardeau de ces pays à des niveaux gérables.

Les efforts actuels du G20 pour résoudre la crise silencieuse de la dette sont voués à l'échec. Ils contribuent à l'échec probable des pays à faible revenu d'Afrique et du reste du Sud à offrir à tous leurs habitants la possibilité de mener une vie digne et pleine d'opportunités.

M.T

Image du jour

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Octobre 2024

MOIS DU CONSOMMER LOCAL

5^{ème} Edition

1^{ER} AU 31 OCTOBRE 2024

THÈME:

"DÉVELOPPEMENT DU TISSU INDUSTRIEL POUR UNE CONSOMMATION LOCALE DYNAMIQUE ET DURABLE: ENJEUX ET DÉFIS."

www.commerce.gov.tg

00000

@CommercegovTg @ConsoLocaleTogo

70396047 - 91724707 - 91917028

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPP	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

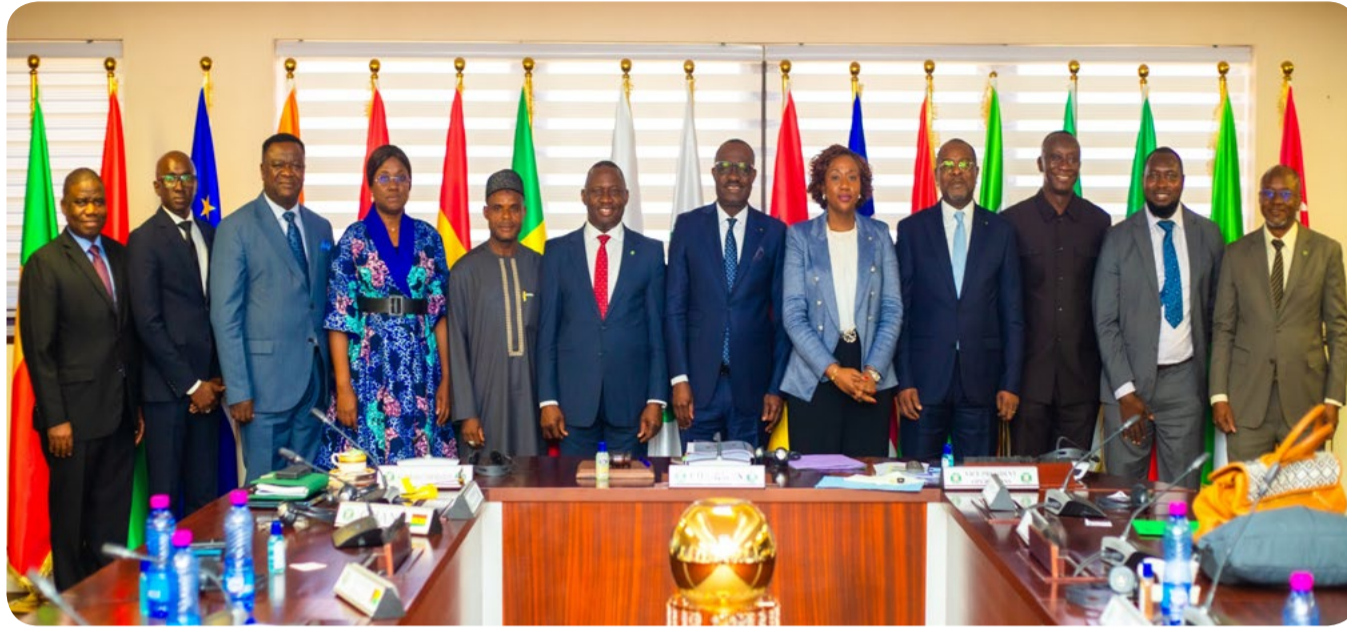
89ème session ordinaire du Conseil d'administration de la BIDC

160 millions USD d'accords de prêts approuvés

Au terme de sa 89ème session ordinaire tenue le 1er octobre 2024 à Lomé, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé deux accords de prêts totalisant 160 millions de dollars, en faveur de Access Bank Nigeria et de l'État du Niger toujours au Nigeria, pour soutenir des projets stratégiques.

• Joël Yanclo

Appui au développement de la région ouest-africaine. Un premier prêt de 100 millions de dollars a été accordé à Access Bank Nigeria pour soutenir les activités commerciales dans le pays. Le second prêt, d'un montant de 60 millions de dollars, a été octroyé à l'État du Niger pour financer des projets dans les secteurs des transports, de la santé et du commerce. Ces décisions sont la preuve de l'engagement continu de la BIDC à promouvoir la croissance économique et le développement durable au sein de la CEDEAO en facilitant l'accès aux financements pour des projets structurants. Ces accords s'inscrivent dans la stratégie régionale de la BIDC visant à renforcer la résilience économique des États membres et à stimuler les échanges commerciaux intrarégionaux. L'octroi de ces



prêts s'inscrit dans une dynamique de soutien ciblé aux secteurs stratégiques des économies ouest-africaines. Access Bank, l'une des principales institutions financières du Nigeria, joue un rôle central dans le financement des petites et moyennes entreprises (PME) et du commerce, qui sont des moteurs de la croissance économique. Ce prêt permettra à la banque d'étendre ses capacités de financement, favorisant ainsi la création d'emplois et stimulant les échanges commerciaux internes et externes. Access Bank, l'une des principales institutions finan-

cières du Nigeria, joue un rôle central dans le financement des petites et moyennes entreprises (PME) et du commerce, qui sont des moteurs de la croissance économique. Ce prêt permettra à la banque d'étendre ses capacités de financement, favorisant ainsi la création d'emplois et stimulant les échanges commerciaux internes et externes. Le prêt de 100 millions de dollars à Access Bank Nigeria est un signal pour le renforcement des activités commerciales, pour une relance économique. Le soutien aux secteurs tels que l'agriculture, le transport, la santé et le

commerce dans l'Etat du Niger au Nigeria est tout aussi essentiel pour améliorer les infrastructures de base et stimuler la croissance à long terme.

Banque de développement

Ces financements montrent l'importance croissante des banques régionales comme la BIDC dans le développement économique de la sous-région, en appui aux efforts nationaux de diversification économique et d'amélioration du climat des affaires. La BIDC, bras financier de la CEDEAO, est un acteur clé du dévelop-

pement en Afrique de l'Ouest. Depuis sa création, elle a joué un rôle crucial en facilitant l'accès aux financements pour les États membres et en soutenant des projets visant à renforcer l'intégration régionale. La 89ème session ordinaire s'inscrit dans cette continuité, avec une attention particulière portée aux secteurs moteurs de la croissance, tels que l'agriculture et les infrastructures. À l'heure où les défis économiques se multiplient dans la région, notamment en raison des crises sanitaires et des incertitudes économiques mondiales, la BIDC s'affirme comme

un pilier de stabilité et de soutien financier.

Une stratégie régionale intégrée pour le développement

Les deux prêts approuvés par la BIDC traduisent une volonté de soutenir des secteurs stratégiques au Nigeria, pays avec une économie plus développée qui reçoit un appui pour renforcer son commerce et stabiliser son secteur bancaire, des éléments essentiels pour sa résilience économique. Ces financements sont alignés avec les objectifs plus larges de la CEDEAO, qui cherche à promouvoir l'intégration régionale, le développement durable et la résilience économique dans ses États membres. Ils soulignent également l'importance croissante des institutions financières régionales, telles que la BIDC, dans la facilitation des projets de développement à grande échelle dans la région ouest-africaine.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services [variation annuelle en %]	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services [variation annuelle en %]	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Café & cacao

Le CCFCC initie une série d'activités à Lomé

Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) organise une série d'événements à Lomé du 1er au 3 octobre 2024 pour promouvoir la consommation locale de ces produits. Au programme : dégustations, jeux concours et sensibilisation sur l'importance économique du café et du cacao au Togo.

● Joël Yanclou

À l'occasion de la Journée internationale du café et du cacao, le CCFCC a animé ce mardi 1er octobre 2024, une manifestation à Agoè Demakpoè, à Lomé. Cette célébration, qui durera jusqu'au 3 octobre, vise à promouvoir la consommation locale et à sensibiliser la population togolaise à l'importance de ces deux cultures pour l'économie nationale. En marge de cet événement, un kiosque de dégustation a été ouvert en face de la station Yatt&Co, permettant aux visiteurs de savourer du café produit localement. Des jeux concours et des promotions spéciales ont également été organisés pour encourager la participation du public. Amey Adodo, du CCFCC, a souligné que cette initiative s'inscrit dans une campagne plus large visant à accroître la consommation locale de café et de cacao au Togo. « Cela fait trois ans que nous menons cette campagne active, et nous espérons qu'à la fin de ces trois jours, la consommation de ces produits augmentera », a-t-il déclaré. Les visiteurs auront l'opportunité de gagner des tasses de café et des paniers contenant des produits dérivés du café et



du cacao lors des concours organisés tout au long des festivités. Le café et le cacao sont deux piliers importants de l'agriculture togolaise. Ce type d'événement permet non seulement de valoriser le travail des producteurs locaux, mais aussi de sensibiliser les consommateurs aux avantages d'une consommation locale. En mettant l'accent sur la qualité des produits togolais, le CCFCC cherche à concurrencer les grands producteurs internationaux et à renforcer la présence des produits locaux sur le marché. L'ouverture d'un kiosque de dégustation à Lomé représente un pas significatif vers une consommation de proximité et une meilleure appréciation des produits du terroir. Le 1er octobre marque la Journée internationale du café, célébrée dans le monde

entier sous l'égide de l'Organisation Internationale du Café (OIC). Créée en 2014, cette journée met en lumière l'importance du café et de ses millions de producteurs à travers le monde. Au Togo, l'industrie du café et du cacao est étroitement liée, comme le souligne ADDEN Ayi, Secrétaire Administratif du CCFCC : « Un même producteur cultive souvent à la fois le café et le cacao. Nous ne pouvons pas célébrer l'un sans l'autre ». Ce lien fort entre les deux cultures justifie la célébration conjointe de ces deux produits au Togo, avec pour ambition de stimuler l'économie locale et d'encourager les consommateurs à privilégier les produits nationaux.

Emploi

L'ANPE ouvre une représentation à Aného

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dispose désormais d'une représentation dans la préfecture des Lacs. L'établissement public a officiellement ouvert les portes de son nouveau bureau le lundi 30 septembre à Aného.

L'ouverture de cette antenne, qui s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de rapprocher les services des populations locales, répond également à la nécessité de mieux adapter l'offre d'accompagnement à l'emploi aux spécificités économiques de la zone. Elle va en outre faciliter l'accès des demandeurs d'emploi aux offres disponibles, aux formations professionnelles et aux dispositifs d'insertion. « L'opérationnalisation de l'antenne



d'Aného s'aligne sur la vision du gouvernement d'améliorer la qualité des services publics au plus près possible des populations », a ainsi indiqué Kossi Tsiglo, directeur général de l'ANPE. Pour la commune des Lacs 1 qui accueille l'infrastructure, l'ouverture de ces nouveaux bureaux

s'inscrit dans une vision d'apporter des solutions aux défis qui se posent à la jeunesse, notamment en matière d'emploi. Créée en 2006, l'ANPE a pour vocation de contribuer à l'élaboration de la politique nationale de l'emploi, de mettre en place une base de données fiable sur l'emploi et la main-d'œuvre en s'appuyant sur toutes les bases de données déjà existantes dans d'autres départements ou organismes.

(Togo Officiel)

Pêche et aquaculture

Le Togo se dote d'une stratégie de développement durable

Le Togo dispose désormais d'une stratégie nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture. Les acteurs du secteur ont en effet procédé le mardi 24 septembre à la validation du nouvel outil.

Élaboré suivant une approche consensuelle, le nouveau document est subdivisé en quatre parties : l'amélioration de la productivité des ressources halieutiques, la gestion durable des produits, la valorisation des ressources et la gouvernance du sous-secteur. Il devra en outre permettre de disposer de systèmes de production halieutique résilient au changement climatique et d'améliorer leurs moyens de subsistance. « Cette validation constitue une étape importante pour répondre aux aspirations des acteurs de la pêche », a indiqué le directeur général de l'ODEF, Alaba Pyoabalo. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en

œuvre du projet de renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo) financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour rappel, le Togo dispose

également d'un plan d'action pour développer la filière poisson à l'horizon 2028. En 2023, 24 229 tonnes de poissons ont été capturées, soit une évolution de près de 7% par rapport à l'année 2022.

(Togo Officiel)



Terrorisme

Le Togo appelle à plus de cohérence et de transparence dans les stratégies internationales

Le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a pris part lundi 30 septembre à Washington (USA), à la réunion ministérielle de la Coalition mondiale contre Daech. La rencontre, présidée par le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, rassemblait une quarantaine de pays pour souligner les 10 ans de création de la coalition, et apprécier le niveau d'efficacité de la mobilisation internationale contre l'Etat Islamique.

Devant ses pairs, Robert Dussey a rappelé la conviction qui était celle du Togo en rejoignant l'année dernière la coalition, celle "d'intégrer une plate-forme d'action transnationale et internationale dans le cadre de laquelle il serait plus efficace de vaincre l'Etat Islamique". Pour mener à bien cette ambition, le Togo qui subit depuis les trois dernières années, des attaques terroristes sporadiques dans sa partie septentrionale, mise sur "plus de cohérence et surtout de transparence dans les stratégies internationales", a insisté le ministre. "Il y a un pan non négligeable des populations de nos régions qui sont convaincues aujourd'hui que certains de nos partenaires ne jouent pas franc jeu dans la coopération contre le terrorisme international. Cela sape la légitimité de la lutte et devrait amener les partenaires à ne pas perdre de vue dans leurs

interventions en Afrique les principes de précaution, de prudence, de transparence et de responsabilité", a-t-il affirmé, avant d'inviter à la prise en compte des pays de l'Alliance des États du Sahel comme des partenaires indispensables dans la lutte contre l'EI et le terrorisme international en Afrique. "L'on ne peut être efficace dans la riposte contre l'EI en Afrique de l'Ouest et au Sahel sans impliquer le Mali,

le Niger et le Burkina Faso dans les stratégies malgré les recompositions géopolitiques en cours", a-t-il conclu. En rappel, la Coalition mondiale contre Daech a été formée en 2014 avec pour mandat de venir à bout de l'Etat Islamique alors en pleine expansion, en soutenant des efforts de stabilisation, aussi bien sur les plans militaires, économiques, que sociaux.

(Togo Officiel)



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (n) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)		Principaux fournisseurs (% des importations)			
2020	2020	2020	2020		
Burkina Faso	33,2	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Chana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,4	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (% du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-1,7
Importations de biens et services (% du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (% du PIB)					
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2 382	1 874	2 116	2 091	2 116
Exportations de biens (millions USD)	1 290	1 016	1 080	1 055	1 088
Importations de services (millions USD)	397	427	464	467	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	580	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					

Notation financière**Moody's améliore la perspective du Togo de « Négative » à « Stable »**

Le 26 septembre 2024, l'agence de notation Moody's a maintenu la note de crédit du Togo à « B3 » et a amélioré la perspective de « Négative » à « Stable ». Cette décision reflète les avancées économiques significatives du pays depuis 2019. Moody's souligne la résilience de l'économie togolaise, avec une croissance de 6,4 % en 2023, dépassant les attentes. L'agence met en avant l'importance du Port de Lomé et de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé dans l'attraction des investissements. Elle salue également les réformes budgétaires en cours, notamment l'augmentation des recettes fiscales, soutenues par un programme du FMI.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Économie
et des Finances**Communiqué du Ministère de l'Économie et des Finances**

Le 26 septembre 2024, l'agence de notation Moody's a affirmé la notation de crédit de la République Togolaise à « B3 » et a amélioré la perspective de notation de « Negative » à « Stable ».

Cette décision de l'Agence reflète les avancées charnières réalisées au Togo depuis la notation inaugurale en 2019. La perspective « Stable » salue « un momentum économique » accompagné d'une consolidation budgétaire qui se poursuit et d'une réduction des déséquilibres extérieurs. Moody's indique que si cette tendance devait se confirmer dans les douze prochains mois, cela pourrait permettre une amélioration de la perspective de la notation du Togo, à « B3 perspective positive ».

L'Agence souligne la résilience de l'économie togolaise et une croissance réelle qui a dépassé ses prévisions initiales (6,4% en 2023, au-dessus de la prévision initiale de Moody's de 6,0%), notamment grâce au dynamisme du secteur tertiaire. Moody's précise que l'exécution de la Feuille de Route gouvernementale reste un point d'ancrage essentiel pour l'économie, qui permettra à la dynamique de croissance de rester robuste sur le moyen terme, avec un taux de croissance annuel moyen qui devrait s'élever à 6,0% en termes réels jusqu'en 2027.

L'Agence a également noté avec satisfaction que malgré la tension de liquidité sur le marché régional, le Togo arrive à mobiliser auprès des partenaires extérieurs notamment le FMI, la Banque Mondiale, l'AFD, la Banque Africaine de Développement grâce au programme avec le FMI et qui est entré en vigueur depuis mars 2023.

Au-delà de la poursuite de l'excellente dynamique de réformes au niveau du climat des affaires, l'Agence note que ces bons résultats sont permis par les atouts stratégiques dont dispose le Togo et dans lequel le Gouvernement et le secteur privé investissent de plus en plus. L'Agence met ainsi en avant la position du Togo comme hub de transport important dans la région, qui joue un rôle essentiel entre l'Asie et les pays enclavés. Ce rôle est par ailleurs renforcé par le Port Autonome de Lomé, qui est décrit par Moody's comme une plaque tournante essentielle dans la région, étant le seul port naturel en eaux profondes, et le quatrième port le plus actif d'Afrique. Enfin, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé est présentée comme un actif permettant d'attirer des investissements dans des industries diverses (notamment agro-alimentaire, automobile, construction, pharmaceutique, textile).

Moody's salue également la consolidation budgétaire en cours. L'Agence reconnaît le bien fondé des voies et moyens mis en œuvre pour y parvenir, en particulier le rythme d'augmentation des recettes fiscales (0,5 point de PIB chaque année), et les mesures fiscales sous-jacentes.

L'Agence rappelle que cet objectif clé du Gouvernement est soutenu par le programme signé en mars 2024 avec le Fonds monétaire international (programme de 42 mois, d'un montant de 390 millions de dollars). Enfin, l'appui financier de la Banque Mondiale, et l'appartenance du pays à l'UEMOA soutiennent la qualité de crédit du pays.

Ce résultat obtenu participe bien évidemment à des initiatives prises depuis quelques années par le Gouvernement togolais, sous la haute impulsion du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE qui fait de l'amélioration du climat des affaires son cheval de bataille.

Fait à Lomé, le 30 septembre 2024

Le Ministre de l'Économie et des Finances

Gestion des stocks de proximité

La CEDEAO renforce les compétences des acteurs

Dans le cadre du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire, la CEDEAO, en collaboration avec Inades-Formation, a organisé un atelier de formation des formateurs du 23 au 27 septembre 2024 à Grand-Bassam, Côte d'Ivoire. Cet atelier vise à consolider une capacité régionale durable en matière de gestion des stocks de proximité pour assurer la sécurité alimentaire dans la sous-région.

● Nicole Esso

La CEDEAO, en partenariat avec plusieurs acteurs internationaux, a lancé une série de formations dans le cadre de sa stratégie de sécurité alimentaire régionale. L'atelier de Grand-Bassam est la troisième étape de ce programme, après le Togo et le Ghana, et a réuni des participants issus de 16 pays membres de l'espace CEDEAO-UEMOA-CILSS. Dispensée par Inades-Formation, la formation portait sur des thématiques clés liées à la gestion des stocks de proximité, notamment la gouvernance des stocks, la gestion comptable et financière, la mobilisation des ressources, et la gestion de la qualité des denrées stockées. Une innovation majeure de cette initiative réside dans le développement d'une plateforme d'apprentissage en ligne, disponible en trois langues (français, anglais, portugais). Cette solution numérique permettra d'étendre la portée de la formation au-delà des ateliers physiques, et sera accessible via le site de l'Agence régionale pour



l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO. L'initiative de la CEDEAO s'inscrit dans une vision à long terme visant à renforcer la résilience alimentaire de la sous-région ouest-africaine. La gestion efficace des stocks de sécurité alimentaire est un pilier fondamental pour prévenir les crises alimentaires, notamment dans un contexte marqué par les fluctuations des prix et l'impact du changement climatique sur l'agriculture. En formant des formateurs, la CEDEAO crée une chaîne de compétences qui assurera une gestion durable des stocks dans les pays membres, tout en améliorant la sécurité alimentaire locale et régionale. La plateforme de formation en ligne représente également un atout stratégique pour pérenniser cet effort de formation, tout en élargissant l'accès aux

connaissances essentielles dans un monde de plus en plus digitalisé. Le projet de stockage de sécurité alimentaire de la CEDEAO intervient dans un contexte où la sécurité alimentaire reste un défi majeur pour de nombreux pays de la sous-région. Les chocs climatiques, la volatilité des marchés agricoles, ainsi que les tensions géopolitiques rendent les populations vulnérables aux pénuries alimentaires. C'est pourquoi des initiatives telle que ce programme de formation joue un rôle crucial pour renforcer la capacité des acteurs locaux à répondre efficacement aux besoins alimentaires. Soutenue par des partenaires internationaux comme l'Union Européenne, l'AFD, la Banque Mondiale et l'AECID, cette initiative de la CEDEAO vise à consolider la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la région.

Ghana

« La gratuité des lycées a bénéficié à 5,7 millions de jeunes », Nana Akufo-Addo

Au cours de l'année scolaire 2017, le gouvernement du Ghana a lancé une nouvelle mesure concernant la gratuité de l'éducation dans les lycées. Après 7 ans de mise en œuvre, la politique a permis au pays d'enregistrer des chiffres d'inscription record des élèves.

Le président du Ghana, Nana Akufo-Addo (photo), a déclaré que l'initiative Free Senior High School (SHS) qui consacre la gratuité de la scolarité dans le pays à bénéficier à 5,7 millions de jeunes Ghanéens. « Notre politique phare de gratuité des lycées a bénéficié à 5,7 millions de jeunes, dont beaucoup n'auraient pas eu la possibilité d'apprendre, de rêver et de réussir », a déclaré le président Akufo-Addo. Il s'exprimait lors de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, mercredi 25 septembre. A cette même occasion, le président ghanéen a indiqué que cette initiative va permettre à son pays de former la prochaine génération de leaders pour la transformation de l'économie locale et mondiale. L'initiative SHS a été lancée



au Ghana en 2017 avec pour mission d'éliminer les obstacles financiers à l'entrée à l'enseignement secondaire. Cette année-là, les inscriptions ont augmenté de 11 %, battant ainsi les records des années précédentes. Au cours de l'année scolaire 2017/18, un nouveau record a été établi avec le plus grand nombre d'inscriptions jamais enregistré dans le pays : plus de 470

000 élèves inscrits au lycée. Le nombre d'inscrits va également exploser dans l'enseignement technique et professionnel où la gratuité sera imposée en 2022. Comme pour un système de bourses, dans le cadre de la SHS, le gouvernement couvre l'intégralité des frais de scolarité des élèves éligibles dans les établissements d'enseignement secondaire publics. Pour que perdure ce système, le gouvernement a introduit un projet de loi au parlement visant à légaliser la mesure pour s'assurer qu'elle dure dans le temps même après la législature actuelle. Rappelons que dans l'enseignement de base, la mesure de gratuité est garantie par la Constitution de 1992.

Avec Agence Ecofin

Rapport GSMA

L'importance des réseaux 6 GHz pour les économies digitales

Un récent rapport de la GSMA souligne l'importance des réseaux mobiles de puissance standard à 6 GHz dans le cadre des économies digitales mondiales, face à la croissance des données mobiles.

● Junior Aredola

Le spectre des 6 GHz à haute capacité doit être concédé aux opérateurs mobiles à des niveaux de puissance standard suffisants pour permettre l'ensemble des cas d'utilisation mobile, à l'intérieur et à l'extérieur, et apporter un maximum d'avantages aux économies numériques mondiales. 70 pour cent de l'utilisation mobile se fait à l'intérieur des bâtiments, et dépend de manière considérable de la bande moyenne pour offrir des utilisations optimales. Telle est la principale conclusion du rapport intitulé « Mobile Evolution in 6 GHz », publié aujourd'hui par la GSMA, qui représente les opérateurs de réseaux mobiles du monde entier. Ce rapport combine de nouvelles recherches menées par GSMA Intelligence et les dernières analyses de l'utilisation des téléphones mobiles réalisées par Ookla, afin d'examiner comment l'assignation du spectre dans l'importante bande des 6,425 - 7,125 GHz peut avoir un impact sur la capacité des régulateurs à soutenir la croissance économique dans le monde entier. Le rapport révèle que : aujourd'hui, 70 % de l'utilisation des téléphones mobiles se fait à l'intérieur des bâtiments, et 85 % de cette utilisation se fait dans la bande moyenne du spectre, qui prend en charge les flux de données à haut



débit. Cette bande cruciale permet une vaste gamme d'utilisations industrielles et commerciales potentielles qui dépendent de réseaux à haute capacité et à faible latence. La croissance du trafic mobile mondial en 2023 a été la plus forte de toutes les années jusqu'à présent. À elle seule, l'augmentation de 2023 est supérieure au niveau absolu du trafic cinq ans plus tôt, en 2018. À l'avenir, la croissance du trafic par connexion mobile entre 2023 et 2030 devrait être environ 2 à 4 fois supérieure à celle des sept années précédentes, selon la région. Les spectres sans licence peuvent être utilisés plus efficacement au fur et à mesure que les utilisateurs progressent dans la gamme des technologies. Les données recueillies par Ookla montrent qu'entre 22 % et 78 % de l'utilisation du Wi-Fi se faisait sur la technologie Wi-Fi 4, tandis que la bande inférieure des 6 GHz était à peine utilisée pour le Wi-Fi 6E dans les pays où elle est disponible.

Les décideurs politiques devraient éviter d'attribuer des fréquences pour compenser une utilisation inefficace sans licence. Donner la priorité à la migration vers le Wi-Fi 6 serait donc le moyen le plus efficace de maximiser l'impact du Wi-Fi sans restreindre le spectre sous licence dans la bande des 6 GHz. Après l'identification de la bande des 6 GHz pour les réseaux IMT (mobiles) lors de la Conférence mondiale des radiocommunications 2023 (WRC-23) de l'UIT à Dubaï, les régulateurs et les gouvernements envisagent la mise en œuvre des décisions dans les réglementations nationales. La CMR-23 a harmonisé les limites de puissance que les stations de base mobiles sont autorisées à émettre dans la bande des 6 GHz. Cette harmonisation a pour but de permettre la mise en place d'un environnement mondial d'équipements favorisant l'accessibilité financière et l'inclusion numérique grâce à des économies d'échelle.

Audiovisuel

Le prochain PDG de TV5Monde face à la question de l'actionnariat africain

Le 27 mai, le président de TV5Monde Yves Bigot démissionnait, laissant en suspens la question de l'entrée de 7 pays africains au capital du groupe. Le positionnement de son successeur sur le sujet devrait se dessiner dans les semaines à venir.

Selon plusieurs médias français, la nomination de Kim Younes Charbit à la présidence de TV5Monde sera proposée le 2 octobre au Conseil d'administration du groupe. Si sa nomination est approuvée, une des questions importantes sur lesquelles elle devra se pencher est celle de l'entrée de 7 pays africains dans l'actionnariat de la chaîne francophone. Considérant la large proportion d'audience générée en Afrique par cette dernière, soit plus de 50 millions de ses 64 millions de téléspectateurs hebdoma-

daires (environ 78%), l'ex-PDG Yves Bigot était en effet favorable à l'intégration du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la République Démocratique du Congo, de la République du Congo, du Gabon et du Cameroun à son capital. Actuellement pourvu par la France, la Suisse, le Canada, le Québec, la Principauté de Monaco et la Fédération Wallonie-Bruxelles, le budget annuel de TV5Monde finance des contenus diffusés gratuitement en Afrique. L'entrée des pays africains cités dans

son actionnariat permettrait que le continent participe également à ce financement. Plusieurs réserves sont néanmoins émises concernant des tendances autocratiques dans certains des pays concernés, dont certains observateurs craignent qu'ils puissent influencer le positionnement éditorial de la chaîne. Pour rappel, Kim Younes Charbit fut directrice du département marketing, innovation et communication de M6, de 2008 à 2019. Elle fut aussi DG de BFM Business.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 1 octobre 2024

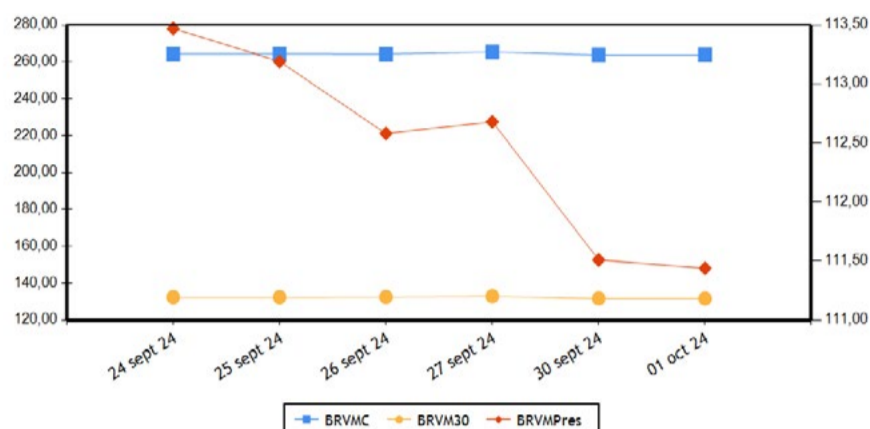
N° 187

BRVM COMPOSITE	263,73
Variation Jour	0,01 %
Variation annuelle	23,15 %

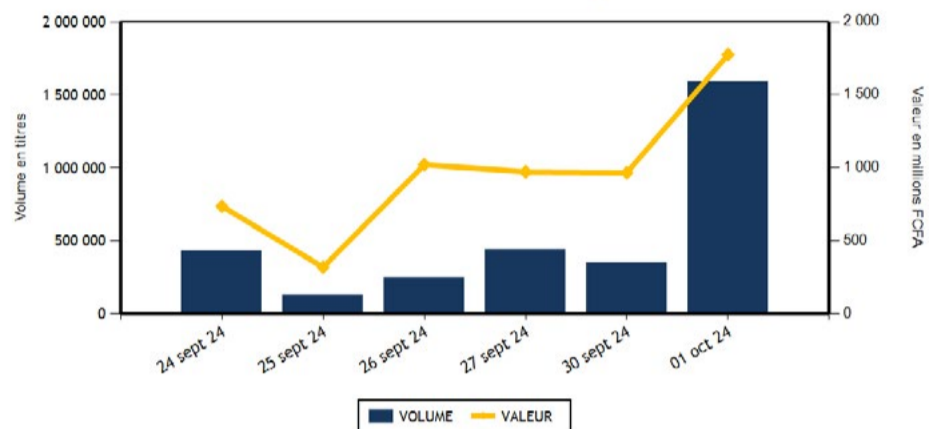
BRVM 30	131,71
Variation Jour	-0,05 %
Variation annuelle	22,12 %

BRVM PRESTIGE	111,44
Variation Jour	-0,06 %
Variation annuelle	9,83 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 572 885 124 749	0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 547 375	414,51 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 472 962 679	229,13 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	6,67 %
Nombre de titres en baisse	12	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	15	7,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	11 795	7,47 %	35,57 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 275	5,81 %	19,74 %
SITAB CI (STBC)	7 445	4,86 %	25,23 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 395	4,59 %	33,06 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,44	-0,06 %	9,83 %	62 734	1 103 597 920	8,25
BRVM-PRINCIPAL	36	130,97	0,06 %	25,98 %	1 484 641	369 364 759	12,39

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	118,62	2,67 %	17,41 %	11 578	78 466 695	18,31
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	711,34	-0,73 %	33,84 %	60 169	1 072 772 430	10,03
BRVM - FINANCES	15	99,66	0,54 %	15,32 %	1 378 776	205 082 919	5,77
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	0,33 %	10,10 %	2 851	4 150 500	4,73
BRVM - AGRICULTURE	5	172,61	-0,14 %	6,84 %	12 652	34 865 675	12,11
BRVM - DISTRIBUTION	7	339,61	0,62 %	3,47 %	81 287	77 581 060	42,24
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	-22,22 %	62	43 400	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,38
Taux de rendement moyen du marché	8,96
Taux de rentabilité moyen du marché	11,21
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	153
Volume moyen annuel par séance	404 877,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 164 065 123,38

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 465 397 843 382	-0,24 %
Volume échangé	39 215	-27,31 %
Valeur transigée (FCFA)	302 350 780	-41,82 %
Nombre de titres transigés	5	-37,50 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	-
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	955	-6,37 %	-13,96 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 800	-4,51 %	-31,82 %
SODE CI (SDCC)	5 500	-3,85 %	15,30 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	650	-2,99 %	-22,62 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	-1,92 %	-8,00 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	44,12
Ratio moyen de satisfaction	66,65
Ratio moyen de tendance	151,07
Ratio moyen de couverture	66,19
Taux de rotation moyen du marché	0,14
Prime de risque du marché	3,88
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Économie

Clap de fin pour le Libor, taux bancaire de référence controversé

Il était utilisé pour déterminer nombre de produits financiers, dont certains prêts aux ménages et aux entreprises.

Le taux interbancaire Libor, référence mondiale dont la suppression progressive était planifiée après de nombreux scandales impliquant les plus grandes banques, a été définitivement aboli lundi, a annoncé mardi la Banque d'Angleterre (BoE). Ce mécanisme, qui a un temps servi de base à environ 400 000 milliards de dollars de contrats financiers, a cessé d'exister le 30 septembre, a notifié la banque centrale britannique dans un communiqué conjoint avec le régulateur britannique des marchés (FCA). Le «London Interbank Offered Rate», ou Libor, était un taux de référence dans le monde de la finance, utilisé pour déterminer nombre de produits financiers dont certains prêts aux ménages et aux entreprises. Sa disparition graduelle avait été programmée à partir de fin 2021 après des scandales de manipulation de ce taux par les banques.

Des milliards de dollars d'amende

Le Libor était calculé à partir des taux «raisonnables»



auquel les grandes banques mondiales estimaient pouvoir emprunter à différentes échéances, annoncés chaque matin depuis Londres. Mais plusieurs d'entre elles avaient été accusées en 2012 de fausser le calcul à leur avantage. Deutsche Bank, UBS, RBS, Société Générale ou encore Rabobank, ont finalement dû payer des milliards de dollars d'amende. Tom Hayes, un ancien trader des banques UBS et Citigroup qui a écopé d'une peine de 11 ans de prison pour avoir manipulé ce taux, et bénéficié d'une libération conditionnelle en 2021, a vu sa condamnation confirmée en appel en mars.

Euribor

L'Euribor, équivalent du Libor pour le marché interbancaire européen, a lui

aussi été entaché par des accusations de manipulation. Si la majorité des taux du Libor n'étaient plus mis à jour, comme ceux pour la livre, l'euro, le franc suisse et le yen, les derniers en dollars subsistaient. En lieu et place du Libor, les opérateurs sont désormais encouragés à continuer d'utiliser des taux interbancaires plus robustes pour la devise concernée, tels que le «Sofr» pour le dollar, ou le «Sonia» libellé en livres sterling. «Les acteurs du marché ont travaillé sans relâche pour mettre à jour les anciens contrats et favoriser une transition en douceur et efficace vers des taux de référence alternatifs sans risque», a détaillé le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, dans ce communiqué.

(AFP)

Taiwan

Nouvelle aide américaine de plus d'un demi-milliard de dollars

Joe Biden a approuvé dimanche un paquet d'aide d'une valeur de 567 millions de dollars pour la défense taïwanaise, a indiqué la Maison Blanche. Une enveloppe débloquée quelques jours après des propos particulièrement offensifs tenus par le président américain contre la Chine, dénonçant son comportement «agressif» vis-à-vis de Taïwan notamment.

Nouveau (gros) soutien débloqué par les États-Unis en faveur de Taïwan. Le président américain Joe Biden a demandé à son secrétaire d'État Antony Blinken de permettre l'envoi «de jusqu'à 567 millions de dollars de matériel et services du ministère de la Défense, ainsi que de formations militaires, pour fournir une aide à Taïwan», selon un bref communiqué de la présidence américaine publié dimanche. Aucun autre détail n'a été rendu public au sujet de cette enveloppe. Sa valeur se révèle en tout cas bien supérieure à celle approuvée en juillet 2023. Les États-Unis avaient alors acté une aide militaire de 345 millions de dollars, prélevés sur les stocks d'armement défensifs ou encore de «capacités anti-blindés et de défense anti-aérienne», à l'instar de ce qui se fait pour l'Ukraine depuis le début de la guerre.

Et en avril dernier, dans le cadre d'un grand plan d'aide voté par le Congrès américain, plus de 8 milliards de dollars ont été mobilisés en direction de Taïwan pour permettre de tenir tête à la Chine sur le plan militaire en investissant dans les sous-marins, et sur le plan économique en concurrençant les gros projets chinois dans les pays en développement.

Biden dénonce l'agressivité de Pékin

Cette nouvelle enveloppe est par ailleurs annoncée dans un climat de tensions fortes entre les États-Unis et la Chine. Joe Biden a déclaré mi-septembre que la Chine mettait l'Asie et les États-Unis «à l'épreuve» en raison de son comportement de plus en plus «agressif», notamment en mer de Chine méridionale et vis-à-vis de Taïwan. Un total de

72 avions et huit navires de guerre chinois ont été détectés autour de Taïwan en une trentaine d'heures, a affirmé jeudi dernier le ministère de la Défense de l'île. Pékin justifie ce déploiement par le fait que, la semaine dernière, plusieurs navires de guerre étrangers ont traversé le détroit de Taïwan. D'une part, deux navires militaires néo-zélandais et australien, une première en sept ans pour un bâtiment néo-zélandais, afin de faire valoir le «droit à la liberté de navigation», selon un porte-parole du ministère néo-zélandais de la Défense auprès de l'AFP. Et, d'autre part, et pour la première fois, un navire de guerre japonais. Dans ce contexte, pour tenter de stabiliser ces relations tumultueuses, les rencontres de haut niveau se multiplient entre Chinois et Américains depuis l'an passé.

(Avec AFP)

France

«Paris Match» d'un milliardaire à l'autre

Le célèbre magazine passe officiellement aujourd'hui en main de Bernard Arnault.

Le poids des mots, le choc des photos et une vente à 120 millions d'euros: «Paris Match» change de propriétaire mardi et passe aux mains du milliardaire Bernard Arnault, quittant ainsi le giron du magnat conservateur Vincent Bolloré. Cette date du 1^{er} octobre marque la finalisation de la vente du célèbre magazine à LVMH, géant du luxe dirigé par M. Arnault. Elle avait été annoncée à la surprise générale en février par le groupe Lagardère. Vivendi, groupe de Vincent Bolloré, avait été accusé d'ingérences dans la ligne éditoriale de l'hebdomadaire à plusieurs reprises ces dernières années.

«Un crève-cœur»

La vente de «Match» est «un peu un crève-cœur», mais «c'est une offre qui ne peut pas ne pas se regarder», avait commenté en avril Arnaud Lagardère, PDG de l'entreprise qui porte son nom. À 75 ans, ce titre emblématique du photojournalisme, dont le slogan a longtemps été «le poids des mots, le choc des photos», mêle grands reportages de guerre et immersion dans l'intimité des stars et des politiques. Il s'écoule toujours à plus de 440'000 exemplaires chaque semaine. Sa cession participe à la stratégie de désendettement de



Lagardère, tout en scellant l'entente entre Vincent Bolloré et Bernard Arnault, qui le convoitait de longue date. Sollicité par l'AFP, LVMH, déjà propriétaire du «Parisien» et des «Échos», ne souhaite pas détailler ses projets pour le magazine dans l'immediat.

«Véritable autonomie»

«Paris Match sera géré à part du groupe Les Échos-Le Parisien», a seulement indiqué le PDG de ce dernier, Pierre Louette, en septembre au Figaro. Il «bénéficiera d'une entité juridique différente et d'une véritable autonomie, tout en bénéficiant du soutien de notre régie et de la diffusion». Il y a une «envie de refaire le Paris Match de la grande époque» et «donc de réembaucher» après les nombreux départs survenus ces dernières années, rapporte à l'AFP un journaliste de l'hebdomadaire souhaitant rester anonyme. Mais

«on n'a pas encore de stratégie éditoriale énoncée très clairement». La rédaction a d'ailleurs été conviée à une réunion mardi.

La rédaction va déménager

Dirigée par Jérôme Béglet et située au siège parisien de Lagardère News comme celle du Journal du Dimanche (JDD) ou d'Europe 1, la rédaction de Paris Match déménagera en 2025 «dans de nouveaux locaux dans Paris», selon un message interne consulté par l'AFP. Bientôt finie, donc, la «cantoche avec Pascal Praud», figure de CNews et d'Europe 1, ironise le journaliste interrogé par l'AFP. Selon lui, «c'est plutôt une libération pour la rédaction» de quitter la sphère des médias Bolloré, régulièrement accusés par la gauche de promouvoir des idées d'extrême droite. Et de citer la multiplication ces «trois-quatre derniers mois» de unes consacrées à la religion catholique chère au milliardaire, en dehors de «l'ADN de Paris Match». L'édition du 19 septembre était ainsi dédiée à une communauté de sœurs porteuses d'une trisomie et celle du 14 août à la Vierge Marie.

(AFP)

Automobile

48 entreprises rejettent toute révision des objectifs d'émissions de CO2

Alors que des grands constructeurs européens militent pour revoir les objectifs européens de baisse des émissions de CO2 des voitures neuves vendues, d'autres entreprises du secteur, dont Uber, Ayvens, ou encore Volvo, appellent Bruxelles à rester droit dans ses bottes.

Le cap a été fixé. Hors de question d'en changer. Voilà, en clair, le message envoyé à Bruxelles ce lundi par près de cinquante dirigeants d'entreprises, petites et grandes, de l'écosystème de l'automobile, des transports et de l'énergie. Dans une lettre commune, ils martèlent leur profonde opposition à toute révision des objectifs de réduction de CO2 des voitures neuves vendues sur le Vieux Continent. «Nous sommes fermement attachés à l'objectif de 'neutralité climatique' de l'Union européenne pour 2050», écrivent-ils. Tous saluent, en particulier, «la décision de l'UE d'opter pour des voitures neuves 100% sans émissions à partir de 2035». Parmi les signataires de cette missive, on retrouve Thibaud Simphal, responsable du dévelop-



pement durable d'Uber, Tim Albertsen, le PDG d'Ayvens, le champion européen du leasing, ou encore Jim Rowan, le PDG du constructeur suédois Volvo. Cette initiative, baptisée «Industry for 2035», a été coordonnée par l'ONG Transport & Environment et l'initiative EV 100 du Climate Group, qui fédère les entreprises engagées dans la mobilité électrique. Son ambition est claire: allumer

un contrefeu, à Bruxelles, face à la dernière sortie de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Le 19 septembre dernier, ce lobby, qui rassemble des poids lourds tels que Renault, Volkswagen, BMW Toyota ou Ford, a demandé «instamment» à l'Europe de réviser les normes CO2.

Avec latribune.fr

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

Taureau Si les questions matérielles vous ennuient le plus souvent, ce ne sera pas le cas cette fois. Vous consacrerez même beaucoup de temps à gérer votre situation financière et à chercher les meilleurs placements possibles, les investissements les plus rentables à moyen ou long terme. Toute cette énergie ne sera pas vaine, bien au contraire, puisque vous obtiendrez de très bons résultats.

Gémeaux Journée délicate en ce qui concerne les finances. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder à venir. En cas d'affaire litigieuse, demandez l'avis d'un expert au lieu de chercher à vous débattre seul. Décidez-vous à ne faire aucun achat important aujourd'hui, malgré les incitations de la part des vendeurs ou le caractère apparemment urgent des objets que vous vous proposerez d'acquérir.

Cancer N'hésitez pas à faire un emprunt pour réaliser l'un de ces petits projets que vous caressez depuis longtemps. De toute évidence, votre prêteur ne vous talonnera pas de sitôt, car Mercure vous aura guidé à choisir quelqu'un dont les affaires sont florissantes.

Lion La chance en argent sera là, mais vous devrez tout de même faire un effort. Cette chance, c'est Jupiter, qui va une fois de plus vous apporter sa protection. Mais Mars sera aussi dans votre Ciel. Or, Mars a un gros défaut : il rend terriblement impulsif et dépensier. Essayez de vous retenir.

Vierge Puisque vous avez dépensé sans compter, et en plus pour des gadgets qui ne servent pas à grand-chose, vous vous trouverez dans une situation financière difficile et aurez des remords très pénibles.

Balance Vous serez bien inspiré dans vos transactions financières. N'hésitez pas à agir dans le domaine des placements et des obligations. De plus, vous bénéficierez d'une chance au jeu bien plus grande qu'à l'habitude.

Scorpion Ce climat astral s'avérera nettement favorable à la stabilisation de la vie matérielle. Certains natifs se verront proposer un emploi relativement sécurisant. D'autres bénéficieront d'une rentrée d'argent inespérée. Si vous avez quelque chose à vendre, un objet ou une idée, ce sera l'occasion ou jamais de faire monter les enchères.

Sagittaire Planète d'énergie et d'action, Mars vous permettra de vous démener pour améliorer votre équilibre budgétaire. Quelques-uns d'entre vous pourront obtenir une prime quelconque ; n'attendez pas pour la demander, ce sera le bon moment. Cela dit, attention, Mars a souvent pour effet de nous souffler des envies d'achat impulsives et parfois ruineuses. Contrôlez vos désirs !

Capricorne La chance vous sourira sur le plan matériel. Vous verrez vos revenus augmenter, peut-être par le biais d'une prime ou d'un héritage. Vous ferez de bons achats, surtout s'il s'agit d'articles de luxe ou de collection.

Verseau Vous aurez des problèmes matériels à résoudre, comme tout le monde ; mais ils seront sans gravité. D'ailleurs, en cette journée, vous aurez la possibilité de réaliser une opération des plus fructueuses. Avant la fin de la journée, quelques-uns d'entre vous obtiendront une substantielle prime quelconque. Voilà qui vous permettra d'améliorer sensiblement votre pouvoir d'achat.

Poisson Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entrepise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



REPUBLIQUE TOGOLAISE

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**COMMUNIQUE DU MINISTRE, DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAULIQUE
VILLAGEOISE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

1. Dans le cadre du cinquième recensement national de l'agriculture (RNA 5), le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural, appuyé par le Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO), envisage de recruter des contrôleurs TIC et des agents recenseurs pour les opérations de collecte de données sur le terrain.
2. Les postes à pourvoir sont les suivants :
 - Contrôleurs TIC ;
 - Agents recenseurs.
3. Les agents contrôleurs doivent remplir les conditions suivantes :
 - être de nationalité togolaise ;
 - avoir un âge compris entre 22 et 45 ans ;
 - avoir un niveau minimum de bac+2 en informatique ou un diplôme universitaire avec une bonne connaissance en informatique ;
 - avoir exécuté au moins deux (02) missions de collecte de données (enquête, recensement) au cours des 3 dernières années ;
 - postuler dans la Commune dans laquelle il souhaite travailler ;
 - parler couramment au moins une des langues de la préfecture dans laquelle le candidat postule ;
 - avoir une connaissance sur l'utilisation des TIC notamment, les tablettes ;
 - avoir une bonne maîtrise du français ;
 - avoir une capacité de former (capacités pédagogiques) serait un atout ;
 - avoir une bonne capacité de communication orale et une aisance relationnelle serait un atout ;
 - être apte à travailler sous pression et en équipe ;
 - être disponible durant toute la durée de la mission ;
 - être disponible pour travailler en milieu rural ;
 - savoir conduire obligatoirement une moto à embrayage ;
 - avoir participé au Cinquième RGPH en 2022 serait un atout.
4. Les agents recenseurs doivent remplir les conditions suivantes :
 - être de nationalité togolaise ;
 - avoir un âge compris entre 18 et 45 ans ;
 - avoir au moins le niveau BAC2 ou équivalent ;
 - postuler dans la commune dans laquelle il souhaite travailler ;
 - parler couramment au moins une des langues de la préfecture dans laquelle ils postulent ;
 - avoir une bonne maîtrise du français ;
 - avoir une bonne connaissance de l'utilisation des TIC en particulier, les tablettes et les smartphones (android) pour la collecte de données ;
 - être apte à travailler sous pression et en équipe ;
 - être disponible durant toute la durée de la mission ;
 - être disponible pour travailler dans toute zone en cas de besoin.
5. Le processus de recrutement comportera deux (02) phases :
 - la phase d'évaluation des dossiers ;
 - la phase de Test après formation.
6. La demande de candidature se fera uniquement en ligne via le lien <https://rna5.statagritogo.tg> à partir du 1^{er} au 15 octobre 2024,
7. Les dossiers de candidature doivent impérativement contenir les documents suivants :
 - un formulaire dûment renseigné en ligne,
 - une demande adressée au ministre de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural précisant la préfecture dans laquelle le candidat postule (une page au maximum) en ligne ;
 - une copie de la carte nationale d'identité ou toute pièce tenant lieu,
 - une copie de l'acte de naissance ;
 - une copie du curriculum vitae signé et faisant ressortir les qualifications, l'expérience professionnelle, les aptitudes, les langues locales parlées ainsi que les adresses de deux personnes de référence ;
 - une copie légalisée du diplôme le plus élevé ;
 - les copies des attestations de travail ou de stage.

Les Candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires en consultant les termes de référence (TDR) sur le site web : <https://agriculture.gouv.tg/documentation/>.

NB :

- une double candidature entraîne l'élimination automatique du candidat à tous les postes ;
- en cas de sélection, le candidat doit compléter son dossier par un certificat médical ;
- les candidats n'ayant pas le profil requis sont priés de s'abstenir de faire acte de candidature ;
- tout dossier incomplet sera rejeté ;
- seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour la suite de la procédure ;
- les candidatures des femmes et des jeunes sont vivement encouragées ;
- les résultats de la sélection seront affichés dans les chefs-lieux de préfectures, dans les directions régionales de l'agriculture et au cabinet du ministère chargé de l'agriculture ;
- tous les fichiers à envoyer en ligne doivent avoir une taille comprise entre 3 et 5 Méga.

Fait à Lomé, le **01 OCT 2024**

Le Ministre de l'agriculture,
de l'hydraulique villageoise
et du développement rural

SIGNE**Antoine Lekpa GBEGBENI**

Doufelgou/ sécurité

Des leaders communautaires et peuhls mis à contribution

Les chefs traditionnels, les élus locaux, les chefs des communautés peuhls des quinze cantons et les forces de défense et de sécurité de la préfecture de Doufelgou sont conviés à contribuer au renforcement de la sécurité au sein des populations, le lundi 30 septembre à Niamtougou. C'était lors d'une rencontre d'échanges et de sensibilisation organisée par le préfet de la localité, Zato Kourah.

La rencontre a pour but de mettre à contribution toutes les couches socioprofessionnelles de la préfecture à renforcer davantage leur collaboration pour lutter contre l'insécurité et à cultiver l'esprit de cohésion sociale. Elle vise également à amener les leaders à se mettre au côté des FDS en leur donnant des renseignements sur des comportements suspects et malsains au sein des populations du ressort territorial de Doufelgou. Les échanges ont porté entre autres sur les questions sécuritaires, le rôle et la responsabilité de chaque leader communautaire dans la préservation du climat de paix, l'entrée clandestine des peuhls nomades avec la complicité de certains autochtones et des peuhls sédentaires, ainsi



que les actes de braquage et d'enlèvement qui s'opèrent entre les peuhls. Le préfet a, à l'occasion, rappelé aux participants l'existence des lois relatives à la répression des mauvais actes : la non dénonciation des personnes mal intentionnées, la complicité dans la commission des actes malsains (le banditisme, le rançonnement, le vol à main armée, le braquage et l'assassinat). Il a invité chacun à jouer correctement sa

partition dans la préservation et la consolidation du vivre ensemble puis à relayer les informations dans leurs localités respectives afin de venir à bout de l'insécurité pour un mieux-être dans Doufelgou. Au terme de ces échanges, les participants ont promis d'être plus actifs et disponibles à coopérer avec les autorités compétentes et les FDS pour une vie harmonieuse profitable à tous. Avec ATOP/SG/TAL/GKM

Bayern Munich

Dayot Upamecano brille de nouveau de mille feux !

Après une fin de saison dernière compliquée où il était devenu remplaçant derrière Eric Dier, Matthijs de Ligt et Kim Min-Jae, Dayot Upamecano est redevenu la pierre angulaire de la défense munichoise. Précieux pour Vincent Kompany, il surfe sur son bel Euro 2024 et tentera de maintenir ce niveau sur toute la saison.

Leader de Bundesliga et de la phase de poules de la Ligue des Champions, le Bayern Munich réalise un début de saison solide sous la houlette de Vincent Kompany. Apportant un jeu séduisant au sein du Rekordmeister, le coach allemand a su ajouter également plus de solidité au secteur défensif du Rekordmeister. Parmi les principaux acteurs de son succès, on retrouve Dayot Upamecano qui revient en grande forme. Lâché par Thomas Tuchel la saison dernière après un enchaînement de trois matches catastrophiques contre le Bayer Leverkusen (défaite 3-0), la Lazio (défaite 1-0 et penalty concédé plus carton rouge pour Upamecano) et Bochum (défaite 3-2 et penalty concédé plus carton rouge pour Upamecano), le défenseur français était au fond du gouffre avec le club allemand. Évoqué dans un premier temps sur le marché



des transferts, le joueur qui a réalisé un Euro 2024 solide où il a été demi-finaliste avec la France, s'est vu relancer par le nouvel entraîneur Vincent Kompany. Dans une charnière qu'il compose avec Kim Min-Jae, le Français est redevenu indiscutable. C'est simple, il a débuté tous les matches et n'est sorti qu'en Coupe d'Allemagne contre les amateurs d'Ulm (4-0). Participant à trois clean sheets des siens en sept matches, Dayot Upamecano s'épanouit pleinement sous les ordres de son nouveau coach Vincent Kompany.

«Je suis très content qu'il soit au Bayern, c'est un bon coach qui propose du beau jeu. Il me donne beaucoup de conseils parce qu'il a joué à mon poste», a notamment déclaré le Français.

Upamecano et Kim ont mis tout le monde d'accord

Ce samedi contre le Bayer Leverkusen, Dayot Upamecano a livré une autre prestation solide, permettant au Bayern Munich d'accrocher le 1-1. Le Werkself avait d'ailleurs marqué un but sur l'une de leurs rares occasions tant la charnière bavaroise avait été dominante. Joshua Kimmich avait d'ailleurs été dithyrambique sur ses deux coéquipiers après la partie : «c'est brutal, comment ils ont joué ces dernières semaines, ce qu'ils ont réglé, ils doivent défendre des espaces incroyables.

Avec footmercato.net

Hygiène alimentaire

Des formatrices de la filière soja renforcent leurs connaissances à Kara

Quarante femmes formatrices membres de l'association togolaise des transformateurs de soja (ATTS) prennent part du 30 septembre au 2 octobre à Kara, à un atelier de renforcement de leurs capacités. L'atelier porte sur le respect des normes d'hygiène alimentaire et la diversification de l'offre de produits transformés.

L'atelier de formation se tient simultanément dans les régions Maritime, des Plateaux et de la Kara pour la première vague. La seconde vague est prévue du 3 au 5 octobre prochain dans la Centrale et les Savanes. Il est organisé par le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural en collaboration avec le conseil interprofessionnel de la filière soja (CIFS). Il bénéficie du soutien financier du programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest (FSRP Togo). La formation vise à professionnaliser davantage les différentes catégories de transformateurs/trices de soja pour offrir une gamme de produits de qualité à la population. Concrètement, l'activité consiste à renforcer les capacités des formatrices de soja, sur les notions de qualité, d'hygiène, de maîtrise des dangers, d'emballage et de bonnes pratiques de transformation alimentaire pour leur permettre d'offrir à la population une gamme diversifiée de produits transformés de bonne qua-



lité, conformes aux normes alimentaires et hygiéniques requises. Les participantes sont outillées sur les notions d'hygiène alimentaire, les bonnes pratiques de transformation alimentaire, les stratégies de diversification et l'offre des produits issus de la transformation du soja. Elles seront également édifiées sur les conditions hygiéniques de production, les normes d'hygiène appliquées dans la transformation de soja, les sources de contamination pouvant causer des maladies lors de la transformation, ainsi que la diversification et la valorisation des produits issus de soja. Les participantes prendront aussi connaissance des techniques et méthodes d'emballage et d'étiquetage des produits transformés. A l'ouverture des travaux, Mme Kpiki Kadabi-Awi représentante du CIFS a souligné que

cette formation fait suite au constat selon lequel les produits localement transformés connaissent une faible consommation par rapport aux produits importés. Pour elle, cette faiblesse s'explique en grande partie par la méfiance des consommateurs qui doutent de la qualité et surtout des conditions hygiéniques de production locale et de présentation de ces produits sur le marché. Aussi renchérit-elle, certaines femmes se lancent dans l'activité de transformation sans aucune acquisition du matériel adéquat qui parfois se confond au matériel de cuisine du ménage ni même du savoir minimum propre à l'activité.

Avec ATOP/BAK/TAL/GKM

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

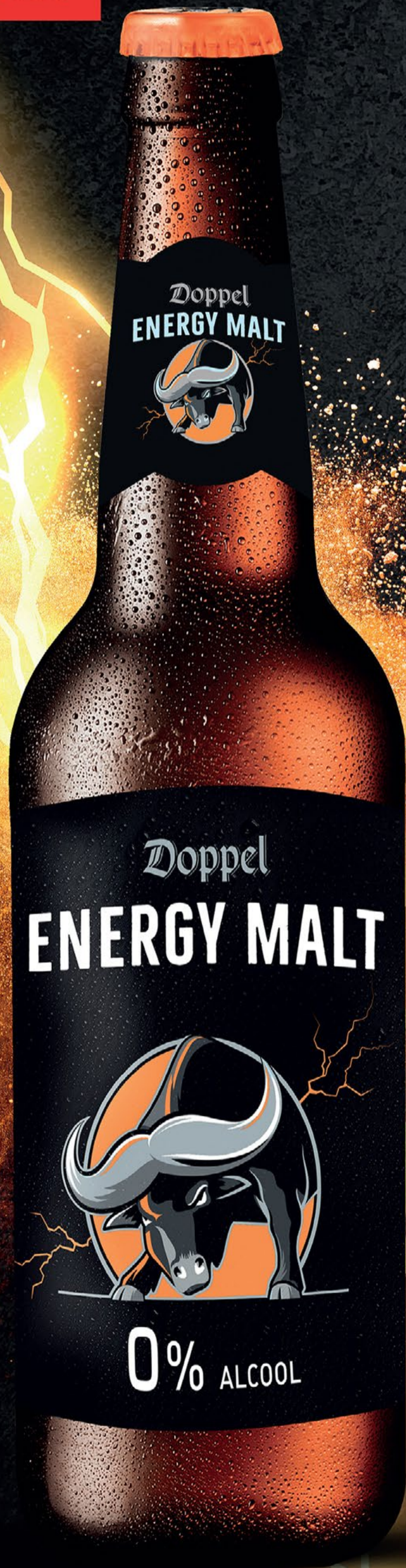
Table with 2 columns: Indicateur and Valeur. It contains various economic indicators for Togo, such as GDP, exports, and imports, with values for 2020 and 2021.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT

0% ALCOOL
100% ENDURANCE



500
FCFA*

BOUTEILLE

33
CL

*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ
www.bblobe.com

